

Manière de voir ... l'Islam

"Islam contre Islam", c'est le titre du cahier numéro 64 de la collection "Manière de voir", éditée par le Monde diplomatique, et rassemblant des articles actualisés, précédemment publiés dans le mensuel. Sont abordés successivement l'héritage oublié du monde islamique et méditerranéen sur lequel s'est construite l'Europe moderne, la mosaïque de mouvements politiques se réclamant de l'Islam de par le monde ainsi que la présence de communautés immigrées musulmanes au coeur de nos sociétés. La dernière partie met en question le cliché d'un Islam archaïque par nature en montrant l'existence de discours modernes à l'intérieur même de la référence religieuse et culturelle islamique.

Johannesbourg: ne pas oublier le développement!

L'impératif de la préservation de l'environnement ne doit pas occulter celui de la lutte contre la pauvreté et le sous-développement, voilà une des priorités invoquées par le Cercle de coopération des ONG de développement du Luxembourg. Le texte, transmis au ministre de l'environnement en vue du sommet de Johannesbourg, s'oppose également à l'idée de confier aux entreprises privées la responsabilité de services essentiels tels que l'accès à l'eau, à l'électricité, à la santé - les Etats devraient rester les principaux artisans du développement.

Le Cercle rappelle l'objectif d'une aide au développement de 0,7 pour cent du PIB, atteint par le Grand-Duché mais délaissé par la plupart des pays de l'UE et du reste du monde. En matière de commerce mondial, il dénonce le protectionnisme des pays développés: le processus de globalisation doit être substantiellement infléchi, écrit-il, car il ne profite pas aux pays du Sud. Enfin le Cercle soutient les initiatives dans le cadre de Johannesbourg de mettre en place une convention contraignante réglant le comportement et les responsabilités des grandes entreprises privées dans les domaines social et environnemental.

Lebenszeichen von Ingrid Betancourt

Die entführte kolumbianische Politikerin Ingrid Betancourt befindet sich seit etwa fünf Monaten in den Händen der Rebellenbewegung FARC. In der vergangenen Woche gab es ein erstes Lebenszeichen von der ehemaligen Kandidatin der diesjährigen Präsidentschaftswahl. Sie erschien auf einem Video, das dem kolumbianischen Fernsehsender "Noticias Uno" anonym zugespielt worden war. Das Video, das vermutlich bereits Mitte Mai gedreht worden war, zeigt die grüne Politikerin sichtlich abgemagert zusammen mit ihrer ebenfalls entführten Wahlkampfmanagerin. Zu Ingrid Betancourt gibt es inzwischen drei Internetadressen: www.ingridbetancourt.com, www.betancourt.info und www.4ingrid.com

Retterswerter Lebensraum Schilf

Die Stiftung "Hëllef fir d'Natur" hat ihren Jahresbericht 2001 herausgebracht. In dem Heft bietet die Stiftung, die sich dem Naturschutz in Luxemburg sowie auch jenseits der Grenzen des Großherzogtums widmet, unter anderem einen Überblick über ihre Projekte und Kampagnen, so zum Beispiel "Schoul an Natur". In diesem Jahr gilt die Kampagne dem Lebensraum Schilf. Unter dem Motto "Lëtsche si wichteg fir Brutt-an Zuchvullen" wird das Thema ausführlich in der Zeitschrift "Zack" vorgestellt. Zum Vogel des Jahres ist übrigens darin der Teichrohrsänger ernannt worden. Informationsmaterial gibt es unter der Adresse der Stiftung: Hëllef fir d'Natur - route de Luxembourg, L-1899 Kockelscheuer, Telefon 290404-1, im Internet www.luxnatur.lu

Voyages Sotour

La Bourse aux Voyages

www.sotour.com

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT

Démocratie dans un monde fragmenté

En plus du classement habituel des pays, le rapport mondial sur le développement humain 2002 approfondit le sujet des relations entre développement et démocratisation.

Nous reproduisons la fin du chapitre 4 et le début du chapitre 5.

Le texte intégral du rapport du PNUD est disponible sous: www.undp.org/hdr2002/francais
La version allemande du "Social Watch Report" se trouve sous: www.woek.de/forum-wsg_swrdr_2002.htm



(RK) - Le rapport, publié il y a une semaine, frappe d'abord par un courage politique indéniable. Il dénonce le rôle d'institutions comme le FMI, critique une approche purement économiste du développement humain et réclame même, au nom d'une plus grande égalité à l'échelle mondiale, l'abolition du droit de veto au Conseil de sécurité des Nations Unies. En même temps la crédibilité du rapport souffre d'une certaine complaisance avec les puissances occidentales: En matière de paix et de sécurité on déplore les attentats du 11 septembre, mais pas un mot sur les interventions et bombardements "humanitaires" au mépris du droit international, que ce soit en Irak, en Yougoslavie ou en Afghanistan. Enfin, si le ton du rapport est modérément optimiste, ses auteur-e-s admettent qu'au rythme de progression actuel, il faudrait 130 ans pour atteindre l'objectif de l'éradication de la faim. Le fait que la lutte contre les inégalités mondiales stagne est confirmé par le "Social Watch Report", édité par un réseau d'ONG, qui se focalise sur la lutte contre la pauvreté. Si, malgré des efforts ponctuels réussis, les choses vont mal, ne convient-il pas de conclure que ce sont les structures mêmes du système-monde qu'il faudrait changer?

Le conflit fait partie intégrante de toute société. Dans ces conditions, comment, d'une part, faire en sorte que ce conflit puisse s'exprimer et, d'autre part, ménager un espace politique ouvert à toutes les parties prenantes sans attiser les flammes de la violence et de la guerre? Les démocraties sont supposées apporter la réponse par un débat politique ouvert et des élections libres. Cependant, de nombreuses démocraties bien établies n'ont pas réussi à supprimer les conflits, comme en témoignent les violents affrontements qui ont eu récemment lieu au Gujarat, en Inde, et le conflit qui s'éternise en Irlande du Nord et au Sri Lanka. Ailleurs, les processus démocratiques sont victimes de régimes autoritaires, souvent militaires, qui compriment l'espace de la société civile et de la politique démocratique. La paix et la sécurité des individus en sont les grands perdants, surtout lorsque l'obligation de rendre des comptes et l'efficacité des forces de sécurité sont érodées.

(...)
Aux Etats-Unis comme ailleurs, la montée des inquiétudes provoquées par le terrorisme suscitent des débats sur le danger qu'il y a à transiger sur les droits de l'homme pour des raisons de sécurité nationale. Les mesures de lutte contre le terrorisme prises en réaction aux menaces qui pèsent sur la sécurité risquent souvent de déboucher sur un non-respect des droits de l'homme, ou du moins de rendre ces droits plus faciles à bafouer. L'interdiction de la torture et autres traitements inhumains, l'interdiction des arrestations arbitraires, la présomption d'innocence, le droit à un procès équitable ainsi que la liberté d'opinion, d'expression et d'association, notamment, sont particulièrement menacés. A l'occasion de la Journée des droits de l'homme 2001, 17 experts indépendants de la Commission des droits de l'homme des Nations Unies ont publié une déclaration dénonçant les cas de non-respect des droits de

l'homme et les mesures qui ciblent les migrants, les médias, les militants politiques, les défenseurs des droits de l'homme, les demandeurs d'asile et les réfugiés, ainsi que les minorités religieuses et ethniques.

Les démocraties sont confrontées à des problèmes difficiles lorsqu'elles veulent élaborer des moyens légaux pour empêcher les attentats terroristes et traduire les coupables en justice. Les solutions simples sont rares. Mais le respect des droits de l'homme se trouve au coeur de la démocratie et au coeur du contrôle civil et démocratique du secteur de la sécurité. Dans la réponse qu'elles apportent aux inquiétudes légitimes à propos de la sécurité publique, les sociétés libres ne peuvent se permettre de perdre de vue la protection des libertés humaines fondamentales.

5. Approfondir la démocratie au niveau mondial

"Une illusion s'est envolée le 11 septembre : l'idée que l'Occident pouvait vivre dans la prospérité quelle que soit la situation du reste du monde [. . .]. Les dents du dragon sont plantées dans le terreau fertile des préjugés auxquels il n'a pas été remédié, des conflits qui couvent depuis des années, des Etats défaillants, de la pauvreté et du dénuement."

Tony Blair, Premier ministre du Royaume-Uni

On a coutume de dire que les attentats du 11 septembre 2001 marquent la fin de l'après-guerre froide. Brusquement, un grand nombre de défis mondiaux que l'on sentait poindre depuis un certain temps sont apparus au grand jour, et la communauté internationale s'est retrouvée en territoire inconnu.

Les premiers mois, on a espéré que cette tragédie collective aurait un effet unificateur sur le monde. Et c'est effectivement ce qui s'est produit à plusieurs égards. En mars 2002, à Monterrey (Mexique), la conférence des Nations Unies sur le financement du développement a inversé la tendance au recul de l'aide aux pays en développement constatée depuis la fin de l'affrontement Est-Ouest. Quelques mois auparavant, à Doha (Qatar), lors de la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), un accord avait insufflé un nouvel élan aux négociations multilatérales sur les échanges, alors que le précédent sommet ministériel, à Seattle, s'était terminé dans l'impasse.

Ces évolutions laissent espérer que les prochaines années inaugureront une ère nouvelle pour la prise de décision à l'échelle du globe. Cependant, il existe aussi des raisons de redouter une fragmentation mondiale et un affaiblissement accrus des institutions internationales. La lutte contre le terrorisme et l'escalade de la violence au Proche-Orient risquent de

créer de nouvelles lignes de fracture planétaires. Les pays les plus puissants du système international ne tendent pas toujours vers des approches multilatérales des questions de sécurité globales. En outre, des phénomènes sans lien entre eux - la faillite du groupe Enron aux Etats-Unis, l'instabilité en Argentine - accentuent la remise en cause des règles et institutions sur lesquelles repose le commerce mondial. Du point de vue économique et politique, la frustration que la répartition déséquilibrée du pouvoir suscite dans les pays en développement a rarement été aussi forte.

(...)
Par ailleurs, les règles commerciales ne cessent de désavantager les produits des pays en développement, notamment agricoles et textiles, sans parvenir à limiter les abus dus aux mesures protectionnistes prises dans les pays industrialisés. En moyenne, les droits de douane appliqués par ces derniers sur les importations provenant du Sud sont quatre fois plus élevés que ceux prélevés sur les importations venant des autres économies industrialisées. Et celles-ci versent chaque jour environ 1 milliard de dollars de subventions à leurs propres agriculteurs, soit plus de six fois le montant qu'elles consacrent à l'aide publique au développement.

Démocratie et justice

Ces problèmes suscitent des mouvements de protestation parmi la population des pays industrialisés et de ceux en développement. Pour les contestataires, la gestion actuelle de la sécurité et des affaires économiques mondiales laisse sur le bord du chemin les individus et les Etats peu puissants et marginalisés. Ces mouvements rassemblent des participants venant d'horizons divers et défendent des intérêts différents. Mais ils sont symptomatiques d'un sentiment quasi universel, selon lequel la coopération mondiale doit s'améliorer pour prévenir et gérer une multitude de problèmes, en particulier ceux dont souffrent les habitants des pays en développement. Ces critiques braquent les projecteurs sur les institutions et les processus de décision mondiaux - et soulignent la nécessité d'en améliorer la capacité intégratrice, le fonctionnement démocratique et l'efficacité.

Il n'existe pas de gouvernement mondial que l'on pourrait rendre plus démocratique. Cependant, deux éléments permettraient aux mécanismes mondiaux d'être plus opérants et de mieux refléter les idéaux démocratiques:

- Premièrement, un pluralisme renforcé, qui élargirait l'espace que peuvent occuper les acteurs non étatiques pour influencer sur l'action publique et demander des comptes aux puissants.
- Deuxièmement, des organisations internationales plus démocratiques, ce qui ferait progresser la représentation, la transparence et l'obligation de rendre des comptes dans le cadre de la prise de décision.

(...)

Programme des Nations Unies pour le développement